No. 54310*

**Switzerland
and
Chile**

Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Republic of Chile on the readmission of persons residing without authorisation (readmission agreement) (with protocol). Santiago, 23 November 2006

Entry into force: *30 June 2016, in accordance with article 18*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 28 February 2017*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Suisse
et
Chili**

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République du Chili relatif à la réadmission de personnes en situation irrégulière (Accord de réadmission) (avec protocole). Santiago, 23 novembre 2006

Entrée en vigueur : *30 juin 2016, conformément à l'article 18*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Suisse, 28 février 2017*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

ACCORD

ENTRE

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI

RELATIF

A LA RÉADMISSION DE PERSONNES

EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

(ACCORD DE RÉADMISSION)

Le Conseil fédéral suisse

et

le Gouvernement de la République du Chili

Appelés ci-dessous les "Parties contractantes",

Dans un esprit de coopération entre les deux Parties contractantes,

Dans le but d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales,

Dans le but de favoriser la coopération entre les deux Parties contractantes et dans le cadre des efforts internationaux pour prévenir l'immigration illégale ou irrégulière,

Sur une base de réciprocité,

Sont convenus des dispositions suivantes :

I – DÉFINITIONS

ARTICLE 1

Aux fins du présent accord, les termes énumérés ci-après ont la signification suivante :

- Partie contractante requérante : la Partie contractante qui formule la demande de réadmission de personnes,
- Partie contractante requise : la Partie contractante à laquelle est adressée la demande de réadmission de personnes,
- Partie contractante requérante de transit : la Partie contractante qui formule la demande de transit de personnes,
- Partie contractante requise aux fins de transit : la Partie contractante à laquelle est adressée la demande de transit de personnes.

II - RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

ARTICLE 2

- (1) Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou présumé de manière vraisemblable qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.
- (2) La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne concernée si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

ARTICLE 3

- (1) Lorsque la nationalité de la personne concernée est présumée sur la base des éléments mentionnés à l'article 2, alinéa 2 du Protocole, la Mission diplomatique ou le Bureau consulaire de la Partie contractante requise délivrent sans délai un document de voyage valable pour le retour de la personne concernée (laissez-passer).
- (2) En cas de doute de la Partie contractante requise sur les éléments permettant la présomption de la nationalité, ou en cas d'absence totale de ces éléments, la Mission diplomatique ou le Bureau consulaire de ladite Partie procède dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la demande de la Partie contractante requérante à l'audition de la personne concernée. Cette audition est organisée par la Partie contractante requérante dans les délais les plus brefs, en accord avec l'autorité consulaire concernée.
- (3) Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie contractante requise, la Mission diplomatique ou le Bureau consulaire, délivre sans délai le document de voyage (laissez-passer) nécessaire et au plus tard dans les six jours à partir de la soumission de la demande de réadmission.

ARTICLE 4

- (1) Les données que doit comporter la demande de réadmission et les conditions de sa transmission sont prévus par un Protocole d'application conformément aux dispositions de l'article 15 du présent Accord.
- (2) Sont à la charge de la Partie contractante requérante les frais de transport jusqu'au point d'entrée sur le territoire de la partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

III - RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS D'ÉTATS TIERS

ARTICLE 5

Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant que ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour en cours de validité, de quelque type que ce soit, délivré par la Partie contractante requise.

ARTICLE 6

L'obligation de réadmission prévue à l'article 5 n'existe pas à l'égard:

- d'un ressortissant d'un Etat tiers ayant une frontière commune avec la Partie contractante requérante ;
- d'un ressortissant d'un Etat tiers titulaire, lors de son entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, d'un visa autre que de transit ou d'une autorisation de séjour, à moins que la Partie contractante requise n'ait délivré un visa ou une autorisation de séjour d'une plus longue durée, en cours de validité ;
- d'un ressortissant d'un Etat tiers qui séjourne depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante, à moins qu'il ne soit titulaire d'un titre de séjour en cours de validité délivré par la Partie contractante requise;
- d'un ressortissant d'un Etat tiers auquel la Partie contractante requérante a reconnu le statut de réfugié en vertu de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés ;
- d'un ressortissant d'un Etat tiers qui a été effectivement éloigné par la Partie contractante requise vers son pays d'origine ou vers un Etat tiers à la condition qu'il ne soit pas entré sur le territoire de la Partie contractante requérante après avoir séjourné régulièrement sur le territoire de la Partie contractante requise postérieurement à l'exécution de la mesure d'éloignement.

ARTICLE 7

- (1) Pour l'application de l'article 5, l'entrée ou le séjour d'un ressortissant d'Etat tiers sur le territoire de la Partie contractante requise, est établi par les documents de voyage ou d'identité. Il peut également être présumé par tout autre moyen précisé dans l'article 4 du Protocole.